BOUIRA

Des agents de sécurité et de gardiennage interpellent le ministre de l'Agriculture

66 agents de sécurité et de gardiennage, recrutés par la société de gardiennage Proseg au niveau du complexe avicole de Aïn Laloui et de l'abattoir avicole de Bouira qui dépendent de l'EPE AVIB SPE Bouira, attendent depuis ce 1er mars une solution à leur problème.

Ce jour-là, ces agents, dont le contrat venait d'expirer, eux qui sont recrutés depuis plus de 12 ans pour certains d'entre eux, avec des contrats CCD renouvelables, ont observé un sit-in devant le siège de la Wilaya de Bouira, au cours duquel leurs représentants ont été reçus par le wali en personne.

Lors de cette rencontre, le wali leur aurait donné des garanties quant à la prise en charge de leurs problèmes qui s'articulent autour de leurs contrats CDD, mais aussi, les salaires indécents qu'ils perçoivent et qui n'ont jamais dépassé les 18 000 dinars, leur non-déclaration à la Sécurité sociale du moins d'une façon régulière, les allocations familiales jamais perçues, etc. Dans leur requête, les protestataires avaient demandé au wali d'intervenir auprès de la tutelle afin que, dorénavant, les entreprises, à l'instar de l'EPE AVIB SPA, qui font des contrats avec des sociétés de gardiennage moyennant un salaire de plus de 40 000 dinars par agent, recrutent directement des agents de sécurité.

Plus de trois semaines sont passées depuis cette date, et ces agents auxquels la société de gardiennage Proseg n'a pas renouvelé de contrats bien entendu, n'ont rien reçu comme réponse de la part du wali.

Aussi, hier, ils ont décidé, à travers une requête signée par l'ensemble des agents, de s'adresser directement, via la presse, au ministre de l'Agriculture et du Développement rural dans l'espoir que celui-ci intervienne rapidement auprès de l'entreprise AVIB de Bouira pour régler leur situation.

Dans leur correspondance, ces agents rappellent au ministre qu'ils sont tous des pères de famille et que, si la situation venait à perdurer, ce seraient des centaines de femmes et d'enfants qui vont se retrouver sans aucune ressource.

Y. Y.

TIPASA

Le gaz naturel, une priorité pour l'ouest de la wilaya

Selon des sources concordantes, les résidents de l'ouest de la wilaya de Tipasa, habitant les daïras de Menaceur, Sidi Amar, Cherchell, Damous et Gouraya, enregistrent avec une grande satisfaction les récentes dispositions prises par le wali de Tipasa, en vue de répondre concrètement à leurs préoccupations, notamment en matière de raccordement de plus de 7 000 foyers au gaz naturel.

«Une véritable révolution au profit de notre région, qui semble avoir été reléguée comme préoccupation mineure, en matière d'énergie», dira A. Mohammed, un professeur de CFPA, résidant dans la région de Gouraya.

S'il est vrai que le chauffage dans les agglomérations rurales des djebels de Bou Maâd, Damous, Aghbal, Solaya, Sidi Semiane et Temloul, dans les contreforts du pic de Menaceur, était constitué depuis des lustres avec du bois découpé illicitement au cœur des forêts et avec du charbon de bois dont la confection est prohibée et verbalisée et récemment pour certains privilégiés par des bonbonnes de gaz butane, force est de constater qu'il s'agit d'un véritable parcours du combattant pour réchauffer son foyer ou pour faire sa soupe.

Ainsi, le chef de l'exécutif de la wilaya de Tipasa, dans un élan d'héroïsme remarquable qui tranche avec les anciennes décisions prises dans ce domaine, a décidé de prendre le taureau par les cornes et lancer l'opération de raccordement de plusieurs centaines de foyers au gaz naturel, de toute cette partie ouest, l'une des plus enclavées et inaccessibles du massif forestier du nord de l'Algérie, cela pour le côté jardin. Mais pour le côté cour, le problème pour concrétiser cette opération relève d'efforts et de moyens quasi insurmontables devenus des travaux d'Hercule pour une région quasi déshéritée.

En effet, le coût du réseau, dans ces enclaves montagneuses, revient à l'Etat à plus de 75 millions de centimes par abonné, tandis que le citoyen n'est tenu de régler qu'un million de centimes avec le privilège de payer cette somme, selon un échéancier de 36 mois. Fabuleux!

Il faut cependant admettre que le retard pris par le raccordement en gaz de ces régions est parmi l'un des plus dramatiques, c'est-à-dire une alimentation en gaz naturel nettement inférieure à la moyenne nationale.

Des citoyens de ces régions enclavées ont félicité bruyamment, par des youyous, des bendirs et des zornas, ces initiatives qui dénotent de l'engagement de l'Etat dans ce contexte, en révélant que les réserves concernant les gaines techniques et les colonnes montantes, qui constituaient des réserves non levées à ce jour, sont subitement prises en charge.

Dans ce contexte, Sonelgaz a révélé, pour sa part, que cette opération concerne 41 sites dans 13 communes au profit de 4 200 foyers et 500 logements localisés dans d'anciennes cités situées dans 8 communes. A ces chiffres faramineux, s'ajoutent 2 600 logements dans les anciens projets situés dans les daïras de Cherchell, Damous et Gouraya, soit un effectif global supérieur à 7 000 foyers.

Comment sera financé ce programme ?

Selon la cellule de communication de la wilaya, ce sera Sonelgaz qui financera ces opérations, à hauteur de 35%, et les collectivités locales, qui interviendront à hauteur de 65%, soit un montant de près de 163 millions de dinars et la participation du citoyen au prorata du nombre de foyers à concurrence d'une moyenne de 17 500 dinars par foyer.

Il convient de préciser en outre, que même les comités de quartiers et les associations sont conviés à participer au montage financier de ces opérations.

Houari Larbi

ORAN

Le ministre de la Culture inaugure le Mamo

«Avec cette inauguration, cela va contribuer à combattre le vide culturel. Oran qui a toujours été connue pour ses contributions dans le domaine va doubler d'efforts pour enrichir la vie culturelle notamment à travers ce musée d'art moderne», a déclaré mardi le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi en inaugurant le Musée d'art moderne d'Oran (Mamo).

Situées au centre-ville à la rue Larbi-Ben-M'hidi, les ex-Galeries algériennes, une imposante bâtisse de trois niveaux et un sous-sol, reconvertie en musée d'art moderne d'Oran, avaient été affectées en 2007 au ministère de la Culture. L'édifice, qui subit depuis quelques années de gros travaux de réhabilitation, voit enfin le jour avec sa reconversion en lieu de culture où se regrouperont les artistes plasticiens.

De grandes expositions ont eu lieu à l'occasion de son ouverture, l'une en hommage aux anciens peintres dont Bachir Yellès, M'hamed Issiakhem, Abdelhalim Hemch, Guermaz Abdelkader et Benantar Abdellah. La deuxième dédiée à l'art contemporain de l'Ouest algérien avec la participation d'artistes plasticiens de différentes régions de l'Oranie dont Zoubir Hellel, Mekki, Hachemi Amer et Khadidja Seddiki.

La sculpture sur marbre était au programme avec des réalisations du grand Agad de Relizane, celles de Selka d'Oran ou encore de Mahboub de Tlemcen. Dehors, beaucoup étaient curieux de redécouvrir, pour ceux qui l'ont connu en tant que Galeries algériennes, ce grand lieu à l'architecture captivante, voire même à l'allure mondaine, comparé souvent à l'architecture des Galeries Lafayette en France. Mais ce mardi, le rendez-vous était pour les officiels et autres invités du monde des arts et de la culture, le grand public y aura accès les jours à venir.

Amel Bentolba

RELIZANE

Des élèves démunis souffrant de baisse d'acuité visuelle pris en charge

Les enfants issus des familles démunies, souffrant de baisse d'acuité visuelle, bénéficieront de 300 paires de lunettes qui seront offertes par la Direction de la santé.

Une campagne de sensibilisation sur la baisse de l'acuité visuelle sera lancée, à partir du mois d'avril, à travers tous les établissements scolaires de la wilaya de Relizane.

L'enquête, menée il y a quelques années par les équipes de la Direction de la santé, avait indiqué que quelque 14 000 élèves souffrent de baisse d'acuité visuelle à Relizane.

A l'origine de ce phénomène, l'utilisation accrue des jeux vidéo et de l'internet qui, selon les spécialistes, nuisent à la santé des enfants et entraînent une fatigue visuelle, notamment une lourdeur des globes oculaires avec une rougeur, une myopie et des maux de tête.

La Direction de la santé estime que la prévalence de cette baisse chez les écoliers ne cesse de progresser de sorte qu'elle a enregistré une augmentation de 14% par rapport aux années antérieures.

La Direction des affaires sociales et celle de l'Education nationale ont signé, l'an dernier, une convention pour la prise en charge de ces élèves. Désormais, ces derniers pourront bénéficier de paires de lunettes.

La Direction des affaires sociales a exigé que seuls les enfants dont les parents sont dans le besoin bénéficieront de ces paires de lunettes.

A. Rahmane

ACCIDENT DE LA ROUTE À MOSTAGANEM

2 morts et 6 blessés à Sidi Lakhdar

Deux personnes sont mortes et six autres ont été blessées à des degrés différents de gravité, dans un accident de la circulation survenu au lieu-dit Oued Roumane dans la daïra de Sidi Lakhdar, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Protection civile.

L'accident s'est produit ce mardi 21 mars vers 14 heures suite à une collision frontale entre une Dacia Logan et une Renault Express.

Deux personnes ont trouvé la mort sur place, un homme âgé de 34 ans et une jeune fille âgée de 16 ans tandis que 6 blessés ont été évacués vers l'hôpital le plus proche.

La Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

A. B.